|  |
| --- |
|  |

**Beyrouth, le 03/08/2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Agence Française de développement  Espace des Lettres – Bâtiment E  Rue de Damas, Beyrouth |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet du Courrier:** | Lettre de consultation |

|  |  |
| --- | --- |
| **Consultation :** | Expertise Médiation et coaching Eau et Assainissement |

Liban

Madame, Monsieur,

L’AFD a l’honneur de vous solliciter dans le cadre de la consultation citée en objet.

Dans ce but, nous vous remercions de bien vouloir prendre connaissance des exigences de présentation décrites dans la présente lettre de consultation, ainsi que du dossier ci-joint qui se compose:

* D’un contrat de prestations de services ;
* D’un cahier des clauses techniques particulières ;
* D’une annexe financière.

# Objet de la consultation

Le programme d’appui aux réformes du secteur de l’eau et de l’assainissement au Liban est financé par l’Union Européenne en délégation à l’AFD qui est chargée de sa mise en œuvre.

Il vise à renforcer les acteurs libanais dans leurs fonctions respectives d’opérateurs de service (à travers les quatre Etablissement Régionaux des Eaux) et de tutelle (à travers le Ministère de l’Energie et de l’Eau - MEE) ainsi qu’à accompagner le dialogue institutionnel et sectoriel.

Dans l’exécution de ce programme, une multitude d’études et de prestations intellectuelles est prévue afin de réaliser les différentes activités nécessaires dans la mise en œuvre de la réforme. Cette consultation couvre un ensemble de prestations en lien avec la médiation et le coaching.

L’AFD vous invite à soumettre une offre pour les services suivants :

- Sessions de coaching et de médiation entre des acteurs du Programme : le prestataire pourra être mobilisé sur des sessions en groupe restreint afin de renforcer l’engagement des parties prenantes et accompagner la définition d’une vision partagée des objectifs du projet et des enjeux de la réforme du secteur de l’eau ;

- Médiation et appui à la négociation et au dialogue entre les acteurs du Programme : le prestataire pourra être mobilisé pour venir en appui au montage et animer des réunions de dialogue et de concertation / négociation sur des enjeux complexes et potentiellement conflictuels de la mise en œuvre de la réforme (intérêts divergents, problèmes de personnes et de positionnements, malentendus sur des formulations et le manque de vocabulaire partagé, etc.), il lui reviendra de créer un cadre serein permettant de pacifier les échanges et de permettre d’éviter la cristallisation des acteurs sur des enjeux spécifiques.

Pour le détail des prestations à accomplir, se référer au dossier ci-joint.

Votre offre doit répondre aux exigences de présentation décrites dans la présente consultation, et inclure toute information supplémentaire vous paraissant pertinente.

# Modalités de la consultation

L’accord-cadre à bons de commande est mono-attributaire, et a pour objet de confier à un titulaire la réalisation de prestations intellectuelles de médiation et de coaching avec un engagement à moyen terme sur la période du Programme.

A l’identification d’un besoin sur le projet, des termes de références spécifiques relatifs à un bon de commande, seront partagés avec le titulaire du marché, précisant la prestation attendue et l’ensemble des spécifications techniques liées à l’opération.

L’accord-cadre sera établi avec un bureau d’études généraliste ou cabinet spécialisé ou groupement de bureau d’études et/ou de cabinets spécialisés en capacité de répondre sur l’ensemble du périmètre. En cas de candidature associant plusieurs consultants individuels, ceux-ci devront recourir à une structure de portage qui s’engage à être responsable de leur sûreté, et qui devra fournir la description de son dispositif de sûreté au prestataire externe spécialisé désigné par l’AFD.

En raison du risque sécuritaire dans la zone où la prestation sera réalisée, les candidatures devront remplir les critères suivants :

* Le prestataire possède au moins trois expériences de prestations en zone à risque sécuritaire similaire (à savoir une zone [orange / rouge] selon la classification du MEAE[[1]](#footnote-1))
* Le prestataire dispose d’au moins 2 salariés permanents

S’il est sélectionné, le prestataire fournira la description de son dispositif sûreté au prestataire externe spécialisé recruté par l’AFD (et uniquement au prestataire) qui se chargera d’émettre des recommandations.

Une candidature ne répondant pas à l'une de ces exigences sera écartée.

# Conditions d’envoi et date limite de remise des offres

Votre offre devra nous parvenir avant le 23/09/2021 à 12 :00 (Heure Beyrouth) par e-mail (et utiliser les versions standard Microsoft Office ou équivalent) à l’adresse suivante : [afdbeyrouth@afd.fr](mailto:afdbeyrouth@afd.fr)

Le titre/objet de l’e-mail doit impérativement être:

CLB1105 - ORE/Agence Beyrouth/CLB1105/MLK/02/EM

**Dans ce cas, votre réponse électronique ne doit pas dépasser la taille de 6 Mo. Si cela devait être le cas, nous vous remercions de découper votre réponse en plusieurs e-mails.**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

# Présentation des candidatures et des offres

Votre offre, **rédigée en langue française ou anglaise**, devra comporter les éléments suivants :

1. Pièces de la candidature

* Une attestation sur l’honneur (voir annexe n°1)
* Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l’entreprise/l’entité ou de la société de portage dans le cas de consultants individuels:
* Déclaration concernant le chiffre d’affaire global, et le cas échéant concernant les services objet de la présente consultation, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, **dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles** ;
* Déclaration appropriée de banques, ou le cas échéant, preuve d’une assurance pour les risques professionnels ;

Le soumissionnaire retenu devra fournir obligatoirement avant attribution les documents légalisés suivants :

* Registre de commerce si applicable (à justifier) ;
* Circulaire commercial (et Pouvoir de Signature officiellement notifié au cas le signataire de l’offre n’est la personne désigné dans le circulaire commercial) ;
* Quitus fiscal du ministère des finances en cours de validité si applicable (à justifier);
* Attestation du registre à la TVA ;
* Quitus du CNSS en cours de validité.

1. Pièces de l’offre

Les réponses devront respecter le canevas suivant :

1. **Résumé de votre offre :**

A.1 - Compréhension des attentes de l’AFD

A.2 - Résumé de la méthodologie générique du travail

1. **Points forts et valeur ajoutée de votre offre pour effectuer cette mission**
2. **Description détaillée de votre offre :**

C.1 – Description détaillée du contenu de la méthodologie de traitement des missions accordées par bons de commande (Approche et étapes, modalités pratiques de pilotage et de coordination de la mission, consultation et recherche du consensus, respect du calendrier etc.)

C.2 - Moyens mis en œuvre (avec contraintes et limitations le cas échéant)

C.3 – Expériences de prestations similaires

C.4 - Identification et gestion des risques potentiels pouvant avoir un ou des impacts sur la mission

1. **Recommandations du Prestataire pour la bonne réalisation de la mission**
2. **Présentation de l’équipe qui interviendra sur la présente mission :**

E.1 – Constitution de l’équipe et répartition des responsabilités entre ses membres

E.2 – CV des intervenants (3 pages maximum par intervenant)

E.3 – Equipe d’appui (*backstopping*), le cas échéant

1. **Offre financière détaillée[[2]](#footnote-2) (sur la base de l’annexe financière jointe)**
2. **Le contrat de prestations de services complété**

Les réponses à cette consultation doivent être simples, concises et impérativement respecter le format imposé.

# Jugement des offres

Les offres incomplètes, délivrées en retard ou qui ne répondent pas au besoin exprimé par l’AFD ne seront pas retenues.

Les offres conformes seront jugées et notées au regard des critères de jugement pondérés suivants :

| ***Critères*** | ***Pondération*** |
| --- | --- |
| **1 - Prix des prestations** | **25%** |
| **2 - Valeur technique** | **75%** |
| *2.1 – Qualité de la méthodologie, de l’organisation et des moyens mis en œuvre permettant de garantir la réalisation des prestations* | *30 pts* |
| *2.2 - Démonstration des compétences, des expériences et des connaissances des équipes affectées à la réalisation des prestations* | *45 pts* |

Après examen des offres, l’AFD pourrait demander des réunions de présentation et de clarification autour des offres.

L’AFD se réserve également le droit d’attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le cas échéant, dans le cadre de ces négociations, les candidats retenus peuvent être invités autant de fois que nécessaire par le pouvoir adjudicateur, et ce dans les strictes conditions d’égalité, à préciser, compléter ou modifier leur offre sans pour autant qu’il soit apporté de modifications substantielles au cahier des charges.

Un candidat refusant de négocier sera réputé avoir maintenu sa dernière offre.

L’AFD se réserve le droit d’organiser plusieurs tours de négociation avec l’ensemble des candidats retenus.

L’AFD se réserve la possibilité de solliciter un ou plusieurs autres prestataires que les titulaires initiaux du marché, dans les cas suivants :

* Suite à absence de réponse des titulaires du marché, l’AFD effectuera alors une remise en concurrence de son marché en dehors de l’exclusivité réservée aux titulaires initiaux
* Suite à la remise d’offres inappropriées au sens du code de la commande publique. Cette possibilité ne s’exerce que si le pouvoir adjudicateur a déjà relancé une fois son marché suite à une première série d’offres inappropriées.
* Pour un montant inférieur à 40 000 euros, pas plus d’une fois par an.

# Demandes de renseignements

Toute question relative à cette consultation pourra en outre être adressée par e-mail à : [afdbeyrouth@afd.fr](mailto:afdbeyrouth@afd.fr)

Le titre/objet de l’e-mail doit impérativement être:

CLB1105 - ORE/Agence Beyrouth/CLB1105/MLK/02/EM-QUESTIONS

**Les réponses apportées aux questions des candidats seront exclusivement transmises par messagerie électronique.**

**Il est strictement interdit d'appeler les locaux et les agents de l'AFD au sujet de cette offre.**

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions d'agréer, Madame/Monsieur, nos salutations distinguées.

Agence AFD Beyrouth

**Annexe 1 - MODELE DE DECLARATION SUR L’HONNEUR**

Déclaration d’intégrité, d’éligibilité et d’engagement environnemental et social

Intitulé de l’appel d’offres : ……….

Nom du candidat : …………..

1. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu’aucun des membres de notre Groupement et de nos sous-traitants n’est, dans l’un des cas suivants :

1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d’une procédure de même nature ;

1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du projet ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l’exécution d’un marché ;

1.3) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

1.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l’occasion de la passation ou de l’exécution d’un marché ;

1.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis.

1.6) être sous le coup d’une décision d’exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l’adresse électronique http://www.worldbank.org/debarr ;

1.7) s’être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

2. Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l’ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l’environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché.

3. Nous-mêmes, les membres de notre Groupement et nos sous-traitants autorisons l’AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l’exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l’AFD.

Nom En tant que

Signature

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
|  |

**Beirut, on August 3rd 2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Agence Française de développement*  *Espace des Lettres* – Building E  Damascus Road, Beirut |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Purpose of the letter:** | Letter of consultation |

|  |  |
| --- | --- |
| **Consultation :** | Mediation and coaching services in Water and Wastewater sector LebanonLebannonainissement |

Lebanon within the framework of the Water Reform Programme

Dear,

AFD has the honor to invite you to the above-mentioned consultation.

To this end, we kindly invite you to read the requirements described in this letter of consultation, as well as the attached files, which consist of:

- A draft contract for the provision of services;

- Terms of references;

- A financial annex.

# Purpose of the consultation

The Technical Assistance Programme to Support Reforms in the Water and Wastewater Sector, also entitled Water Reform Programme, is financed by the European Union as a delegation to AFD, which is responsible for its implementation. It aims at strengthening the Lebanese stakeholders in their respective functions as service operators, with the Regional Water Establishments, and supervisors, with the Ministry of Energy and Water. It also aims at supporting institutional and sectoral dialogue.

It is based on shifting the paradigm from an “investment-based” approach to a “service-based” approach.

In the execution of this program, a multitude of studies and intellectual services are planned in order to carry out the various activities necessary in the implementation of the reform. This consultation covers a range of services related to mediation and coaching.

AFD invites you to submit an offer for the following services:

- Coaching and mediation sessions between Programme stakeholders: the service provider can be mobilized for small group sessions in order to strengthen the commitment of stakeholders and support the definition of a shared vision of the Programme's objectives and the challenges of reform of the water sector;

- Mediation and support for negotiation and dialogue between the stakeholders of the Programme: The service provider can be mobilized to support the set-up and lead dialogue and consultations / negotiation meetings on complex and potentially conflicting issues of the implementation reform (divergent interests, problems of people and positions, misunderstandings on formulations and the lack of shared vocabulary, etc.), it will be up to him to create a serene framework allowing to pacify the exchanges.

For details of the services to be performed, refer to the attached file.

Your proposal must meet the presentation requirements described in this consultation, and include any additional information you deem relevant.

# Consultation methods

The purpose of this framework agreement with purchase orders is to entrust a holder with the performance of intellectual services of mediation and coaching with a medium-term commitment over the period of the Program.

Anchored in the reform of the water and wastewater sector, these services will cover topics related to mediation and coaching skills.

The framework agreement will be established with a consultancy firm or a specialized entity or a joint venture of consultancy firms and/or specialized entities with the necessary capacities to respond to the entire scope of work. In case of an application involving several individual consultants, they must use a support structure which commits to be responsible for their safety, and which must provide the description of its safety system to the specialized external service provider appointed by AFD.

Due to the security risk in the area where the service will be performed, applications must meet the following criteria:

* The service provider has at least three experiences providing services in a similar security risk zone (an [orange / red] zone according to the MEFA classification[[3]](#footnote-3))
* The service provider has at least 2 permanent employees.

An application not meeting one of these requirements will be rejected.

# Sending conditions and deadline for submitting offers

Your offer must reach us before September 23rd 2021 at 12:00 (Beirut time) by e-mail (and use the standard Microsoft Office versions or equivalent) at the following address: afdbeyrouth@afd.fr

The title / subject of the email must be:

CLB1105 - ORE/Agence Beyrouth/CLB1105/MLK/02/EM

**In this case, your e-mail response should not exceed the size of 6 MB. If this should be the case, please split your response into several e-mails.**

The period of validity of offers is set at 90 days from the deadline for receipt of offers.

# Offers and applications’ presentation

Your offer, written in French or English, must include the following elements:

1. Application documents

* A sworn statement (*attestation sur l’honneur*) (See annex n°1)
* Information concerning the economic and financial capacity of the company/entity or the umbrella company in the case of individual consultants:
* Declaration regarding the overall turnover, and where applicable regarding the services covered by this consultation, for the last three financial years available depending on the date of creation of the company or the start of the activity of the company. economic operator, **as much as the information on these turnover is available;**
* Appropriate declaration from banks, or, where applicable, proof of professional risk insurance;

The contract holder must provide the following legalized documents before attribution:

* Trade register if applicable (to be justified);
* Commercial circular (and Signing Authority officially notified in case the signatory of the offer is not the person designated in the commercial circular);
* Valid tax receipt from the Ministry of Finance if applicable (to be justified);
* Certificate of the VAT register;
* Valid CNSS discharge.

1. Offer’s plan

The offers must respect the following outline:

1. **Summary of your offer :**

A.1 - Understanding of AFD's expectations

A.2 – Summary of the generic work methodology

1. **Strengths and added value of your offer to carry out this mission**
2. **Detailed description of your offer :**

C.1 - Detailed description of the content of the methodology for executing assignments requested by purchase orders (Approach and steps, practical arrangements for piloting and coordinating the assignment, consultation and search for consensus, adherence to the schedule, etc.)

C.2 - Means implemented (with constraints and limitations if applicable)

C.3 - Experiences of similar assignments

C.4 - Identification and management of potential risks that may have one or more impacts on the mission

1. **Recommendations of the Service Provider for the successful execution of the assignment**
2. **Presentation of the team that will intervene on this mission:**

E.1 - Constitution of the team and distribution of responsibilities among its members

E.2 - CVs of the team members (3 pages maximum per member)

E.3 - Support team (backstopping), if applicable

1. **Detailed financial proposal[[4]](#footnote-4)  (based on the attached financial annex)**
2. **The service contract duly completed**

The answers to this consultation must be simple, concise and imperatively respect the imposed format.

# Offers’ evaluation

Proposals that are incomplete, delivered late or that do not meet the needs expressed by AFD will not be accepted.

Compliant offers will be evaluated and scored against the following weighted evaluation criteria:

| ***Criterias*** | ***Weight*** |
| --- | --- |
| **1 – Price** | **25%** |
| **2 – Technical value** | **75%** |
| *2.1 –Quality of the methodology, organization and means implemented to guarantee the execution of the assignments* | *30 pts* |
| *2.2 - Demonstration of the skills, experience and knowledge of the teams assigned to the execution of the assignments* | *45 pts* |

After reviewing the offers, AFD may request presentation and clarification meetings around the offers.

AFD also reserves the right to attribute the contract on the basis of the initial offers, without negotiation.

If necessary, within these negotiations, the selected candidates can be invited as many times as necessary by the contracting authority, and this under the strict conditions of equality, to specify, supplement or modify their offer without making any substantial changes to the specifications.

A candidate refusing to negotiate will be deemed to have maintained his last offer.

AFD reserves the right to organize several rounds of negotiation with all of the selected candidates.

AFD reserves the right to request one or more service providers other than the initial contract holders, in the following cases:

- Following the absence of a response from the contract holders, AFD will then reopen competition in its market outside the exclusivity reserved for the principal holders

- Following the submission of inappropriate offers regarding the public procurement code. This possibility can only be exercised if the contracting authority has already relaunched its bid once following a first series of unsuitable offers.

- For an amount less than 40 000 euros, no more than once a year.

# Request for information

Any question relating to this consultation may also be sent by e-mail to: [afdbeyrouth@afd.fr](mailto:afdbeyrouth@afd.fr)

The title / subject of the email must be:

CLB1105 - ORE/Agence Beyrouth/CLB1105/MLK/02/EM-QUESTIONS

**Answers to candidates' questions will be sent exclusively by e-mail.**

**It is strictly forbidden to call the premises and AFD employees about this offer.**

We remain at your disposal for any further information and please accept, Madam / Sir, our best regards.

AFD Beirut Office

**Annex 1 – SWORN STATEMENT MODEL**

Declaration of integrity, eligibility and environmental and social commitment

Call for proposal’s title : ……….

Candidate’s name : …………..

1. We certify that we are not, and that none of the members of our consortium and our subcontractors are, in any of the following cases:

1.1) are or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity or be in any similar situation resulting from a procedure of the same nature;

1.2) have been the subject of a conviction handed down for less than five years by a judgment having the force of res judicata in the country where the project is carried out or for any offense committed in the context of the award or execution of a market ;

1.3) appear on the financial sanctions lists adopted by the United Nations, the European Union and / or France, in particular with regard to the fight against the financing of terrorism and against attacks on international peace and security;

1.4) in professional matters, having committed serious misconduct during the past five years in the award or performance of a contract;

1.5) not having fulfilled our obligations relating to the payment of social security contributions or our obligations relating to the payment of our taxes according to the legal provisions of the country where we are established.

1.6) be subject to an exclusion decision pronounced by the World Bank, as of May 30, 2012, and appear as such on the list published at the electronic address http://www.worldbank.org/debarr ;

1.7) being guilty of misrepresentation in providing the information required in the context of the procurement process.

2. We are committed to respect and ensuring that all of our subcontractors respect the environmental and social standards recognized by the international community, including the fundamental conventions of the International Labor Organization (ILO) and the international conventions for the environmental protection, in accordance with the laws and regulations applicable to the country in which the Contract is carried out.

3. We, the members of our consortium and our subcontractors authorize AFD to examine the documents and accounting documents relating to the award and performance of the Contract and to submit them for verification to auditors appointed by AFD.

Name as

Signature

Duly authorized to sign the offer for and on behalf of

Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Ministère (français) de l'Europe et des affaires étrangères, Cf. les cartes régionales des zones de vigilance régulièrement actualisées sur <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/> [↑](#footnote-ref-1)
2. Tous les coûts encourus par le prestataire relatif à l’établissement de son offre seront supportés par le prestataire [↑](#footnote-ref-2)
3. French Ministry of Europe and Foreign Affairs, see regional maps of risk zones regularly updated on <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/> [↑](#footnote-ref-3)
4. All costs incurred by the service provider relating to the conception of his proposal will be borne by the service provider [↑](#footnote-ref-4)